

ACTION URGENTE

EXTERNÉCÉFI - AU 97 0008 - AFR 44/02/97

AU 11/97

"Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées

ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

CRAINTES DE MAUVAIS TRAITEMENTS

PRISONNIER D'OPINION PROBABLE

NIGÉRIACHief Olu Falag (59 ans), ancien secrétaire du gouvernement fédéral et ministre des Finances, membre éminent de la National Democratic Coalition (NADECO, Coalition nationale démocratique), ancien prisonnier d'opinion

Londres, le 14 janvier 1997

Amnesty International est préoccupée par l'arrestation de Chief Olu Falag. Il est possible qu'il soit un prisonnier d'opinion, incarcéré uniquement en raison de ses opinions politiques non violentes. Il semble qu'il soit incarcéré dans des conditions pénibles s'apparentant à des mauvais traitements.

Le 9 janvier 1997, il a été arrêté à son domicile à Akure, à plus de 200 kilomètres au nord-est de Lagos, avant d'être emmené à Lagos où il aurait été retenu dans les locaux du Federal Intelligence and Investigations Bureau (FIIB, Service fédéral des renseignements et des investigations), la police judiciaire du pays. Il n'a été inculpé d'aucune infraction, mais il semble qu'il soit détenu en relation avec des attentats à l'explosif qui ont eu lieu récemment à Lagos.

Deux semaines après que l'explosion d'une voiture piégée eut tué trois personnes à l'aéroport de Lagos le 14 novembre 1996, des responsables gouvernementaux ont déclaré que deux des victimes – le responsable de la sécurité de l'aéroport ainsi qu'un passager dans une voiture – étaient des agents de la National Democratic Coalition (NADECO, Coalition nationale démocratique) – qui ont provoqué l'explosion dont ils ont été accidentellement victimes. La police a déclaré avoir retrouvé le nom de sympathisants connus de la NADECO dans des documents appartenant à l'un des deux hommes tués. D'autres attentats à l'explosif qui ont eu lieu les 16 et 18 décembre 1996 et le 7 janvier 1997 et qui visaient, semble-t-il, des cibles militaires, ont tué deux soldats et blessé environ 50 personnes. Un groupe inconnu, la Liberation Organisation of Nigeria (Organisation de libération du Nigéria) a revendiqué le dernier attentat. Des responsables gouvernementaux ont accusé, sans preuve, la NADECO d'être responsable des attentats et le National Liberation Council of Nigeria (NALCON, Conseil national de libération du Nigéria), groupe en faveur de la démocratie dirigé par le prix Nobel Wole Soyinka, en exil, d'être la "branche armée" de la NADECO.

Olu Falag était un membre important de l'ancien gouvernement militaire dirigé par le général Ibrahim Babangida (1985-1993), au sein duquel il a occupé le poste de secrétaire du gouvernement fédéral militaire, puis celui de ministre des Finances. Il a quitté le gouvernement pour se présenter comme candidat à la présidence du Social Democratic Party (SDP, Parti social-démocrate), l'un des deux partis politiques créés par le gouvernement militaire et autorisés à participer aux élections dans le cadre de la tentative avortée de "transition vers un gouvernement civil" (1987 à 1993). C'est un partisan de la NADECO, organisation qui milite en faveur de la démocratie et du respect des droits de l'homme, dirigée par d'anciens responsables gouvernementaux et hommes politiques. Il a été détenu comme prisonnier d'opinion pendant une brève période en juin 1995, pour avoir participé à une réunion privée de partisans de la NADECO.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les accusations formulées par le gouvernement contre les groupes favorables à la démocratie ont été niées avec vigueur. Cependant, l'on craint que les attentats à l'explosif ne servent de prétexte pour prendre pour cible les détracteurs du gouvernement. Au cours des dernières semaines, plusieurs personnalités militant en faveur de la démocratie ont été détenues au secret sans être inculpées ni jugées (cf. AU 289/96, 299/96 et 04/97), ou ont reçu des menaces de mort.

Le 14 janvier 1997, Abraham Adesanya, avocat et vice-président de la NAFDEC âgé de 74 ans, a failli être blessé lors d'une tentative d'assassinat menée par des hommes armés non identifiés. Il faisait partie des trois dirigeants de la NAFDEC détenus au secret comme prisonniers d'opinion, sans avoir été inculpés ni jugés, pendant quatre mois en 1996 (cf. AU 158/96). Officiellement, ils étaient soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat, le 4 juin 1996, de Kuridat Abiola, l'épouse, connue pour son franc-parler, de Moshood Abiola, vainqueur de l'élection présidentielle annulée de 1993, qui est toujours incarcéré comme prisonnier d'opinion.

ACTION RECOMMANDÉE : Télégramme/télex/aérogramme/ lettre par avion/fax (en anglais ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre préoccupation face à l'arrestation et à la détention sans inculpation ni jugement de l'ancien ministre Chief Olu Falae, et demandez pour quelle raison il est incarcéré ;
- insistez pour qu'il soit autorisé immédiatement à communiquer avec sa famille et avec l'avocat et le médecin de son choix ;
- demandez qu'il soit garanti que cet homme bénéficie de conditions de détention conformes aux normes internationales que le gouvernement nigérian est tenu légalement de respecter, et qu'il reçoive les soins médicaux nécessaires ;
- faites part de votre inquiétude quant au fait qu'il pourrait être un prisonnier d'opinion, détenu en raison de l'expression non violente de ses opinions politiques ; demandez sa libération immédiate et inconditionnelle, à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction prévue par la loi et soit jugé équitablement dans les meilleurs délais.

APPELS À :

1) Chef de l'État et du gouvernement
General Sani Abacha
Chairman, Provisional Ruling Council
State House, Abuja, Federal Capital Territory, Nigéria
Fax : 254 9 523 2158
Télégrammes : General Abacha, Abuja, Nigéria
Formule d'appel : Général

2) Conseiller spécial en matière d'affaires juridiques
Dr Auwalu Hamisu Yadudu
Special adviser to the Head of State on judicial matters
State House, Abuja, Federal Capital Territory, Nigéria
Télégrammes : Dr Yadudu, State House, Abuja, Nigéria
Formule d'appel : Monsieur

3) Inspecteur général adjoint de la police
Deputy Inspector-General of Police
Federal Intelligence and Investigations Bureau (FIIB)
Alagbon Close
Ikogi, Lagos, Nigéria
Télégrammes : Deputy Inspector General Police, FIIB,
Lagos, Nigéria
Formule d'appel : Monsieur

COPIES À :

1) Commission nationale des droits de l'homme
Mr Justice P.R. Nwokedi, Chairman
National Human Rights Commission
c/o Ministry of Justice, Marina, Lagos, Nigéria

2) Journaux (rédacteurs en chef)
- PM News, PMB 21531, Ibeja, Lagos, Nigéria
- Nigerian Tribune, PO Box 78, Ibadan, Oyo State, Nigéria
- Vanguard, PMB 1007, Apapa, Lagos, Nigéria
- The Guardian, PMB 1217, Oshodi, Lagos, Nigéria

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Nigéria dans votre pays

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

VÉRIFIER AUPRÈS DU SI, OU DE VOTRE SECTION, S'IL FAUT INTERVENIR APRÈS LE 2 MARS 1997. MERCI.